



# Convention-cadre sur les changements climatiques

Distr. générale  
8 mars 2019  
Français  
Original : anglais

## Organe subsidiaire de mise en œuvre

### Rapport de l'Organe subsidiaire de mise en œuvre sur les travaux de sa quarante-neuvième session, tenue à Katowice du 2 au 8 décembre 2018

#### Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Ouverture de la session (Point 1 de l'ordre du jour).....	1–2	4
II. Questions d'organisation (Point 2 de l'ordre du jour).....	3–16	4
A. Adoption de l'ordre du jour .....	3–5	4
B. Organisation des travaux de la session .....	6–10	6
C. Session du groupe de travail chargé de l'évaluation multilatérale dans le cadre du processus d'évaluation et d'examen au niveau international.....	11	7
D. Échange de vues axé sur la facilitation dans le cadre du processus de consultation et d'analyse au niveau international.....	12–13	7
E. Autres activités prescrites .....	14	7
F. Élection des membres du Bureau autres que le Président.....	15–16	8
III. Notification et examen concernant les Parties visées à l'annexe I de la Convention (Point 3 de l'ordre du jour).....	17–19	8
A. État de la situation concernant la soumission et l'examen des septièmes communications nationales et des troisièmes rapports biennaux des Parties visées à l'annexe I de la Convention.....	17	8
B. Compilation-synthèse des deuxièmes et troisièmes rapports biennaux des Parties visées à l'annexe I de la Convention.....	18	8
C. Rapport sur les données présentées dans les inventaires nationaux de gaz à effet de serre des Parties visées à l'annexe I de la Convention pour la période 1990-2016.....	19	8
IV. Notification par les Parties non visées à l'annexe I de la Convention (Point 4 de l'ordre du jour).....	20–28	9
A. Informations contenues dans les communications nationales des Parties non visées à l'annexe I de la Convention.....		9
B. Travaux du Groupe consultatif d'experts des communications nationales des Parties non visées à l'annexe I de la Convention.....	20–24	9



C.	Examen du mandat du Groupe consultatif d'experts des communications nationales des Parties non visées à l'annexe I de la Convention.....	25–26	10
D.	Apport d'un appui financier et technique .....	27	10
E.	Rapports de synthèse sur l'analyse technique des rapports biennaux actualisés des Parties non visées à l'annexe I de la Convention .....	28	10
V.	Calendriers communs pour les contributions déterminées au niveau national visées au paragraphe 10 de l'article 4 de l'Accord de Paris (Point 5 de l'ordre du jour).....	29–30	10
VI.	Établissement de modalités et de procédures pour le fonctionnement et l'utilisation du registre public mentionné au paragraphe 12 de l'article 4 de l'Accord de Paris (Point 6 de l'ordre du jour).....	31–32	11
VII.	Établissement de modalités et de procédures pour le fonctionnement et l'utilisation du registre public mentionné au paragraphe 12 de l'article 7 de l'Accord de Paris (Point 7 de l'ordre du jour).....	33–34	11
VIII.	Questions relatives aux mécanismes prévus par le Protocole de Kyoto (Point 8 de l'ordre du jour).....	35–36	11
A.	Examen des modalités et procédures d'application du Mécanisme pour un développement propre .....	35	11
B.	Rapport de l'administrateur du relevé international des transactions mis en place au titre du Protocole de Kyoto .....	36	11
IX.	Action commune de Koronivia pour l'agriculture (Point 9 de l'ordre du jour).....	37–44	12
X.	Rapport du Comité exécutif du Mécanisme international de Varsovie relatif aux pertes et aux préjudices liés aux incidences des changements climatiques (Point 10 de l'ordre du jour).....	45	13
XI.	Rapport du Comité de l'adaptation : rapport 2018 et questions mentionnées aux paragraphes 41, 42 et 45 de la décision 1/CP.21 (Point 11 de l'ordre du jour).....	46–48	13
XII.	Questions concernant les pays les moins avancés et questions mentionnées aux paragraphes 41 et 45 de la décision 1/CP.21 (Point 12 de l'ordre du jour).....	49–65	14
XIII.	Plans nationaux d'adaptation (Point 13 de l'ordre du jour).....	66–70	15
XIV.	Mise au point et transfert de technologies (Point 14 de l'ordre du jour).....	71–74	16
A.	Portée et modalités de l'évaluation périodique mentionnée au paragraphe 69 de la décision 1/CP.21 .....	71–72	16
B.	Rapport annuel commun du Comité exécutif de la technologie et du Centre-Réseau des technologies climatiques .....	73	16
C.	Programme stratégique de Poznan sur le transfert de technologies .....	74	16
XV.	Questions relatives au financement de l'action climatique : recensement des informations que doivent communiquer les Parties conformément au paragraphe 5 de l'article 9 de l'Accord de Paris (Point 15 de l'ordre du jour).....	75–76	17
XVI.	Questions relatives au renforcement des capacités dans les pays en développement (Point 16 de l'ordre du jour).....	77–87	17
A.	Renforcement des capacités au titre de la Convention.....	77	

B.	Rapport technique annuel d'activité sur les travaux du Comité de Paris sur le renforcement des capacités .....	78–86	17
C.	Renforcement des capacités au titre du Protocole de Kyoto .....	87	18
XVII.	Impact des mesures de riposte mises en œuvre (Point 17 de l'ordre du jour).....	88–97	18
A.	Forum amélioré et programme de travail.....	88–94	18
B.	Modalités de fonctionnement, programme de travail et fonctions du forum sur l'impact des mesures de riposte mises en œuvre, visés par l'Accord de Paris .....	95–96	20
C.	Questions relatives au paragraphe 14 de l'article 3 du Protocole de Kyoto....		20
D.	Progrès accomplis dans l'application de la décision 1/CP.10 .....	97	20
XVIII.	Questions de genre et changements climatiques (Point 18 de l'ordre du jour).....	98–106	20
XIX.	Rapport sur les activités relatives à l'Action pour l'autonomisation climatique (Point 19 de l'ordre du jour).....	107	21
XX.	Rapport sur les questions relatives au programme de travail établi en vertu de l'Accord de Paris au titre des points 5, 6, 7, 11, 12, 14 a), 15 et 17 b) de l'ordre du jour (Points 5, 6, 7, 11, 12, 14 a), 15 et 17 b)) .....	108–109	22
XXI.	Questions administratives, financières et institutionnelles (Point 20 de l'ordre du jour).....	110–115	22
A.	Rapport d'audit et états financiers de 2017.....		22
B.	Exécution du budget de l'exercice biennal 2018-2019 .....		22
C.	Questions budgétaires .....		22
D.	Examen continu des fonctions et des activités du secrétariat.....	110–115	22
XXII.	Questions diverses (Point 21 de l'ordre du jour).....	116	23
XXIII.	Clôture et rapport de la session (Point 22 de l'ordre du jour).....	117–123	24

### **Additif – FCCC/SBI/2018/22/Add.1**

### **Rapports de synthèse sur les évaluations multilatérales effectuées à la quarante-neuvième session de l'Organe subsidiaire de mise en œuvre**

## **I. Ouverture de la session**

(Point 1 de l'ordre du jour)

1. L'Organe subsidiaire de mise en œuvre (SBI) a tenu sa quarante-neuvième session du 2 au 8 décembre 2018 au Centre international des congrès de Katowice (Pologne).
2. Le Président du SBI, M. Emmanuel Dumisani Dlamini (Eswatini), a ouvert la session le dimanche 2 décembre 2018 et a souhaité la bienvenue à toutes les Parties et à tous les observateurs. Il a également souhaité la bienvenue à M. Naser Moghaddasi (République islamique d'Iran), Vice-Président du SBI, et à M<sup>me</sup> Aysin Turpanci (Turquie), Rapporteuse.

## **II. Questions d'organisation**

(Point 2 de l'ordre du jour)

### **A. Adoption de l'ordre du jour**

(Point 2 a) de l'ordre du jour)

3. À sa 1<sup>re</sup> séance, le 2 décembre, le SBI a examiné une note de la Secrétaire exécutive contenant l'ordre du jour provisoire annoté (FCCC/SBI/2018/12).
4. Sur proposition du Président, le SBI est convenu de modifier oralement le titre du point 14 a) de l'ordre du jour provisoire comme suit : « Portée et modalités de l'évaluation périodique mentionnée au paragraphe 69 de la décision 1/CP.21 », afin de tenir pleinement compte du mandat découlant du paragraphe 69 de la décision 1/CP.21.
5. Sur proposition du Président, le SBI a ensuite adopté l'ordre du jour modifié comme suit, le point 4 a) étant laissé en suspens :
  1. Ouverture de la session.
  2. Questions d'organisation :
    - a) Adoption de l'ordre du jour ;
    - b) Organisation des travaux de la session ;
    - c) Session du groupe de travail chargé de l'évaluation multilatérale dans le cadre du processus d'évaluation et d'examen au niveau international ;
    - d) Échange de vues axé sur la facilitation dans le cadre du processus de consultation et d'analyse au niveau international ;
    - e) Autres activités prescrites ;
    - f) Élection des membres du Bureau autres que le Président.
  3. Notification et examen concernant les Parties visées à l'annexe I de la Convention :
    - a) État de la situation concernant la soumission et l'examen des septièmes communications nationales et des troisièmes rapports biennaux des Parties visées à l'annexe I de la Convention ;
    - b) Compilation-synthèse des deuxièmes et troisièmes rapports biennaux des Parties visées à l'annexe I de la Convention ;
    - c) Rapport sur les données présentées dans les inventaires nationaux de gaz à effet de serre des Parties visées à l'annexe I de la Convention pour la période 1990-2016.
  4. Notification par les Parties non visées à l'annexe I de la Convention :
    - a) Informations contenues dans les communications nationales des Parties non visées à l'annexe I de la Convention (*point de l'ordre du jour laissé en suspens*) ;

- b) Travaux du Groupe consultatif d'experts des communications nationales des Parties non visées à l'annexe I de la Convention ;
  - c) Examen du mandat du Groupe consultatif d'experts des communications nationales des Parties non visées à l'annexe I de la Convention ;
  - d) Apport d'un appui financier et technique ;
  - e) Rapports de synthèse sur l'analyse technique des rapports biennaux actualisés des Parties non visées à l'annexe I de la Convention.
- 5. Calendriers communs pour les contributions déterminées au niveau national visées au paragraphe 10 de l'article 4 de l'Accord de Paris.
- 6. Établissement de modalités et de procédures pour le fonctionnement et l'utilisation du registre public mentionné au paragraphe 12 de l'article 4 de l'Accord de Paris.
- 7. Établissement de modalités et de procédures pour le fonctionnement et l'utilisation du registre public mentionné au paragraphe 12 de l'article 7 de l'Accord de Paris.
- 8. Questions relatives aux mécanismes prévus par le Protocole de Kyoto :
  - a) Examen des modalités et procédures d'application du Mécanisme pour un développement propre ;
  - b) Rapport de l'administrateur du relevé international des transactions mis en place au titre du Protocole de Kyoto.
- 9. Action commune de Koronivia pour l'agriculture.
- 10. Rapport du Comité exécutif du Mécanisme international de Varsovie relatif aux pertes et préjudices liés aux incidences des changements climatiques.
- 11. Rapport du Comité de l'adaptation : rapport 2018 et questions mentionnées aux paragraphes 41, 42 et 45 de la décision 1/CP.21.
- 12. Questions concernant les pays les moins avancés et questions mentionnées aux paragraphes 41 et 45 de la décision 1/CP.21.
- 13. Plans nationaux d'adaptation.
- 14. Mise au point et transfert de technologies :
  - a) Portée et modalités de l'évaluation périodique mentionnée au paragraphe 69 de la décision 1/CP.21 ;
  - b) Rapport annuel commun du Comité exécutif de la technologie et du Centre-Réseau des technologies climatiques ;
  - c) Programme stratégique de Poznan sur le transfert de technologies.
- 15. Questions relatives au financement de l'action climatique : recensement des informations que doivent communiquer les Parties conformément au paragraphe 5 de l'article 9 de l'Accord de Paris.
- 16. Questions relatives au renforcement des capacités dans les pays en développement :
  - a) Renforcement des capacités au titre de la Convention ;
  - b) Rapport technique annuel d'activité sur les travaux du Comité de Paris sur le renforcement des capacités ;
  - c) Renforcement des capacités au titre du Protocole de Kyoto.
- 17. Impact des mesures de riposte mises en œuvre :
  - a) Forum amélioré et programme de travail ;
  - b) Modalités de fonctionnement, programme de travail et fonctions du forum sur l'impact des mesures de riposte mises en œuvre, visés par l'Accord de Paris ;
  - c) Questions relatives au paragraphe 14 de l'article 3 du Protocole de Kyoto ;

- d) Progrès accomplis dans l'application de la décision 1/CP.10.
- 18. Questions de genre et changements climatiques.
- 19. Rapport sur les activités relatives à l'Action pour l'autonomisation climatique.
- 20. Questions administratives, financières et institutionnelles :
  - a) Rapport d'audit et états financiers de 2017 ;
  - b) Exécution du budget de l'exercice biennal 2018-2019 ;
  - c) Questions budgétaires ;
  - d) Examen continu des fonctions et des activités du secrétariat.
- 21. Questions diverses.
- 22. Clôture et rapport de la session.

## B. Organisation des travaux de la session

(Point 2 b) de l'ordre du jour)

6. Le SBI a examiné ce point de l'ordre du jour à sa 1<sup>re</sup> séance. Le Président a appelé l'attention sur la date limite, fixée au vendredi 7 décembre à 13 heures, à laquelle tous les groupes devraient avoir achevé leurs travaux afin que les projets de conclusions soient disponibles en temps voulu pour la séance plénière de clôture, le samedi 8 décembre. Sur proposition du Président, le SBI est convenu de procéder selon ces modalités et conformément à ses conclusions adoptées antérieurement sur l'achèvement en temps voulu des négociations et des méthodes de travail connexes<sup>1</sup>.

7. À la 2<sup>e</sup> séance du SBI, qui s'est tenue le 2 décembre conjointement avec la 2<sup>e</sup> séance de la Conférence des Parties (COP) à sa vingt-quatrième session, la 2<sup>e</sup> séance de la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto (CMP) à sa quatorzième session, la 22<sup>e</sup> séance de la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris (CMA) à sa première session, la 2<sup>e</sup> séance de l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique (SBSTA) à sa quarante-neuvième session et la 21<sup>e</sup> séance du Groupe de travail spécial de l'Accord de Paris (Groupe de travail spécial) à sa première session, des déclarations ont été faites par les représentants de 13 Parties au nom de groupes de Parties : Groupe des États d'Afrique : Alliance des petits États insulaires ; Groupe des États arabes ; Argentine, Brésil et Uruguay ; Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique – Traité commercial entre les peuples ; Brésil, Afrique du Sud, Inde et Chine ; Groupe pour l'intégrité de l'environnement ; Union européenne et ses États membres ; Groupe des 77 et Chine ; Association indépendante pour l'Amérique latine et les Caraïbes ; pays les moins avancés (PMA) ; pays en développement animés du même esprit ; et Groupe composite. Des déclarations ont également été faites au nom d'organisations non gouvernementales (ONG) représentant les milieux commerciaux et industriels, d'ONG de défense de l'environnement, d'organisations représentant les peuples autochtones, d'autorités locales et municipales, d'ONG indépendantes et spécialisées dans la recherche, d'ONG syndicales, d'ONG représentant les femmes et militant pour l'égalité des sexes, et d'ONG représentant la jeunesse<sup>2</sup>.

8. Entre le 4 et le 7 décembre, les Présidents du SBI et du SBSTA et les Coprésidentes du Groupe de travail spécial ont convoqué des réunions conjointes des chefs de délégation pour informer les Parties des progrès accomplis dans les travaux de ces trois organes en ce qui concerne la mise en œuvre du programme de travail établi en vertu de l'Accord de Paris et traiter les questions non résolues.

9. Lors de la première partie de sa 3<sup>e</sup> séance, le 8 décembre, le SBI a examiné toutes les questions non liées au programme de travail établi en vertu de l'Accord de Paris qui

<sup>1</sup> FCCC/SBI/2014/8, par. 213 et 218 à 221.

<sup>2</sup> Le texte des déclarations, y compris celles qui n'ont pas été prononcées en séance plénière, est disponible à l'adresse [https://unfccc.int/submissions\\_and\\_statements](https://unfccc.int/submissions_and_statements).

étaient inscrites à son ordre du jour et a adopté des conclusions sur ces questions, telles que présentées dans le présent rapport. Le SBI a ensuite entendu des déclarations d'ONG (voir le paragraphe 121 ci-dessous). Lors de la deuxième partie de sa 3<sup>e</sup> séance, également le 8 décembre, le SBI a examiné et adopté les conclusions sur tous les points de son ordre du jour relatifs au programme de travail établi en vertu de l'Accord de Paris, telles que présentées au paragraphe 109 ci-dessous.

10. À la 4<sup>e</sup> séance du SBI, qui s'est tenue le 8 décembre conjointement avec la 4<sup>e</sup> séance du SBSTA et la 23<sup>e</sup> séance du Groupe de travail spécial, des déclarations de clôture ont été faites par les représentants de Parties et de groupes de Parties (voir le paragraphe 122 ci-dessous).

### **C. Session du groupe de travail chargé de l'évaluation multilatérale dans le cadre du processus d'évaluation et d'examen au niveau international**

(Point 2 c) de l'ordre du jour)

11. Le SBI a examiné ce point de l'ordre du jour à sa 1<sup>re</sup> séance et a pris note des informations communiquées par le Président concernant l'organisation de la session du groupe de travail chargé de l'évaluation multilatérale dans le cadre du processus d'évaluation et d'examen au niveau international, qui devait avoir lieu les 3 et 7 décembre. Le rapport de synthèse sur l'évaluation multilatérale des 11 Parties considérées est publié dans un additif au présent document<sup>3</sup>.

### **D. Échange de vues axé sur la facilitation dans le cadre du processus de consultation et d'analyse au niveau international**

(Point 2 d) de l'ordre du jour)

12. Le SBI a examiné ce point à sa 1<sup>re</sup> séance et a pris note des renseignements communiqués par le Président sur l'organisation de l'atelier consacré à l'échange de vues axé sur la facilitation dans le cadre du processus de consultation et d'analyse au niveau international, qui devait avoir lieu les 3 et 7 décembre.

13. Le Président a appelé l'attention sur les modalités et lignes directrices relatives aux consultations et analyses internationales<sup>4</sup>, ainsi que sur la page Web consacrée à l'échange de vues axé sur la facilitation<sup>5</sup>. Il a fait savoir qu'à l'issue du processus de consultation et d'analyse, il serait établi, pour chacune des 10 Parties participant à l'atelier consacré à l'échange de vues axé sur la facilitation, un compte rendu de la séance d'échange de vues axé sur la facilitation et un rapport de synthèse où seraient consignés les résultats de l'analyse technique du rapport biennal actualisé de la Partie concernée<sup>6</sup>.

### **E. Autres activités prescrites**

(Point 2 e) de l'ordre du jour)

14. Le SBI a examiné ce point de l'ordre du jour à sa 1<sup>re</sup> séance et a pris note des informations fournies sur les autres activités prescrites qui se dérouleraient pendant la session<sup>7</sup>.

<sup>3</sup> FCCC/SBI/2018/22/Add.1.

<sup>4</sup> Décision 2/CP.17, annexe IV.

<sup>5</sup> <https://unfccc.int/node/11775>.

<sup>6</sup> Voir le paragraphe 28 ci-après et <https://unfccc.int/process/transparency-and-reporting/reporting-and-review-under-convention/biennial-update-reports-0>.

<sup>7</sup> Voir l'onglet « Mandated events » sur <https://unfccc.int/event/sbi-49>.

**F. Élection des membres du Bureau autres que le Président**

(Point 2 f) de l'ordre du jour)

15. Le SBI a examiné ce point de l'ordre du jour à sa 1<sup>re</sup> séance et lors de la première partie de sa 3<sup>e</sup> séance. À la 1<sup>re</sup> séance, le Président a rappelé l'article 27 du projet de règlement intérieur actuellement appliqué, aux termes duquel le SBI élit son vice-président et son rapporteur. À la même séance, le SBI a indiqué que les consultations sur la désignation de candidats étaient en cours.

16. Lors de la première partie de sa 3<sup>e</sup> séance, le SBI a élu M. Moghaddasi Vice-Président du SBI. Le Président a informé les Parties que la désignation d'un candidat au poste de rapporteur du SBI était toujours en suspens et que, conformément au paragraphe 2 de l'article 22 du projet de règlement intérieur actuellement appliqué, la Rapporteuse en exercice, M<sup>me</sup> Turpanci, resterait en fonction jusqu'à ce qu'une candidature ait été reçue.

**III. Notification et examen concernant les Parties visées à l'annexe I de la Convention**

(Point 3 de l'ordre du jour)

**A. État de la situation concernant la soumission et l'examen des septièmes communications nationales et des troisièmes rapports biennaux des Parties visées à l'annexe I de la Convention**

(Point 3 a) de l'ordre du jour)

17. Le SBI a examiné ce point de l'ordre du jour à sa 1<sup>re</sup> séance et a pris note des renseignements figurant dans le document FCCC/SBI/2018/INF.14. Les représentants de quatre Parties ont fait des déclarations<sup>8</sup>.

**B. Compilation-synthèse des deuxièmes et troisièmes rapports biennaux des Parties visées à l'annexe I de la Convention**

(Point 3 b) de l'ordre du jour)

18. Le SBI a examiné ce point de l'ordre du jour à sa 1<sup>re</sup> séance et lors de la première partie de sa 3<sup>e</sup> séance. Il était saisi des documents FCCC/SBI/2018/INF.8 et Corr.1 et Add.1 et Add.1/Corr.1. À sa 1<sup>re</sup> séance, le SBI est convenu que son président engagerait des consultations sur la question avec les Parties intéressées. Lors de la première partie de sa 3<sup>e</sup> séance, il est convenu de poursuivre l'examen de la question à sa cinquantième session (juin 2019). Le représentant d'une Partie a fait une déclaration.

**C. Rapport sur les données présentées dans les inventaires nationaux de gaz à effet de serre des Parties visées à l'annexe I de la Convention pour la période 1990-2016**

(Point 3 c) de l'ordre du jour)

19. Le SBI a examiné ce point de l'ordre du jour à sa 1<sup>re</sup> séance et lors de la première partie de sa 3<sup>e</sup> séance. Il était saisi du document FCCC/SBI/2018/17. À sa 1<sup>re</sup> séance, le SBI est convenu que son président engagerait des consultations sur la question avec les Parties intéressées. Lors de la première partie de sa 3<sup>e</sup> séance, il est convenu de poursuivre l'examen de la question à sa cinquantième session (juin 2019). Les représentants de deux Parties ont fait des déclarations.

<sup>8</sup> Une Partie a demandé que sa déclaration soit prise en compte dans le rapport. La déclaration figure dans l'enregistrement de la séance, disponible à l'adresse <https://unfccc-cop24.streamworld.de/webcast/first-plenary-meeting-of-sbi> (au titre du point 3 a) de l'ordre du jour, à 0:21:27).



## IV. Notification par les Parties non visées à l'annexe I de la Convention

(Point 4 de l'ordre du jour)

### A. Informations contenues dans les communications nationales des Parties non visées à l'annexe I de la Convention

(Point 4 a) de l'ordre du jour, *alinéa laissé en suspens*)

### B. Travaux du Groupe consultatif d'experts des communications nationales des Parties non visées à l'annexe I de la Convention

(Point 4 b) de l'ordre du jour)

#### 1. Délibérations

20. Le SBI a examiné ce point de l'ordre du jour à sa 1<sup>re</sup> séance et lors de la première partie de sa 3<sup>e</sup> séance. Il était saisi des documents FCCC/SBI/2018/14, FCCC/SBI/2018/20 et FCCC/SBI/2018/21. À la 1<sup>re</sup> séance, le Président a invité M. Thiago de Araujo Mendes (Brésil), Président du Groupe consultatif d'experts des communications nationales des Parties non visées à l'annexe I de la Convention (Groupe consultatif d'experts), à présenter un bref rapport oral sur les travaux du Groupe<sup>9</sup>. À la même séance, le SBI est convenu d'examiner ce point dans le cadre de consultations informelles animées par M. Stephen King'uyu (Kenya) et M<sup>me</sup> Helen Plume (Nouvelle-Zélande). Lors de la première partie de sa 3<sup>e</sup> séance, il a examiné et adopté les conclusions ci-après.

#### 2. Conclusions

21. Le SBI a pris note du rapport sur l'état d'avancement des travaux du Groupe consultatif d'experts pour la période 2014-2018<sup>10</sup> et des deux rapports rendant compte des résultats des principales activités du Groupe réalisées en 2018<sup>11</sup>.

22. Le SBI a salué les efforts déployés par le Groupe consultatif d'experts au cours de la période allant de 2014 à 2018 et a reconnu la contribution appréciable que celui-ci avait apportée, par ses conseils et son appui techniques, à l'amélioration du processus d'élaboration des communications nationales et des rapports biennaux actualisés par les Parties non visées à l'annexe I de la Convention (Parties non visées à l'annexe I), notamment :

a) L'élaboration d'une série complète de supports et de moyens de formation sur des questions de fond ayant trait aux communications nationales, aux rapports biennaux actualisés et à l'analyse technique ;

b) La formation de 1 041 experts nationaux dans le cadre de 23 ateliers régionaux de formation pratique et de 1 142 experts supplémentaires au moyen de 25 webinaires ciblés ;

c) La réalisation de travaux d'analyse ciblés, tels que le recensement et la synthèse des problèmes, des contraintes, des enseignements à retenir et des meilleures pratiques concernant l'élaboration des communications nationales et des rapports biennaux actualisés ; et la formulation de recommandations sur les éléments à prendre en considération lors d'une future révision des directives pour l'établissement des communications nationales des Parties non visées à l'annexe I.

23. Le SBI a exprimé sa gratitude aux pays qui avaient accueilli les ateliers de formation pratique et les réunions du Groupe consultatif d'experts pendant la période de 2014 à 2018.

<sup>9</sup> Disponible à l'adresse <https://unfccc.int/documents/185066>.

<sup>10</sup> FCCC/SBI/2018/20.

<sup>11</sup> FCCC/SBI/2018/14 et FCCC/SBI/2018/21.

24. Le SBI a remercié les Parties qui avaient versé des contributions financières aux activités du Groupe consultatif d'experts. Il a également remercié les organisations internationales qui avaient apporté des contributions financières et en nature.

### **C. Examen du mandat du Groupe consultatif d'experts des communications nationales des Parties non visées à l'annexe I de la Convention**

(Point 4 c) de l'ordre du jour)

25. Le SBI a examiné ce point de l'ordre du jour à sa 1<sup>re</sup> séance et lors de la première partie de sa 3<sup>e</sup> séance. Il était saisi des documents FCCC/SBI/2018/14, FCCC/SBI/2018/20 et FCCC/SBI/2018/21. À sa 1<sup>re</sup> séance, il a décidé d'étudier la question dans le cadre de consultations informelles animées par M. King'uyu et M<sup>me</sup> Plume. Lors de la première partie de la 3<sup>e</sup> séance, le Président a informé les Parties que le SBI n'avait pas pu conclure son examen de la question. Il a proposé d'en informer le Président de la COP, ce que le SBI a accepté<sup>12</sup>.

26. Le Président a noté que les Parties appuyaient sans réserve l'idée de régler cette question sous la conduite de la présidence et en tenant compte des faits nouveaux concernant les modalités, procédures et lignes directrices prévues à l'article 13 de l'Accord de Paris.

### **D. Apport d'un appui financier et technique**

(Point 4 d) de l'ordre du jour)

27. Le SBI a examiné ce point de l'ordre du jour à sa 1<sup>re</sup> séance et lors de la première partie de sa 3<sup>e</sup> séance. Il était saisi du document FCCC/SBI/2018/INF.9. À la 1<sup>re</sup> séance, le Président a invité un représentant du Fonds pour l'environnement mondial à faire une déclaration<sup>13</sup>. À la même séance, le SBI est convenu que son président engagerait des consultations sur la question avec les Parties intéressées. Lors de la première partie de sa 3<sup>e</sup> séance, il est convenu de poursuivre l'examen de la question à sa cinquantième session.

### **E. Rapports de synthèse sur l'analyse technique des rapports biennaux actualisés des Parties non visées à l'annexe I de la Convention**

(Point 4 e) de l'ordre du jour)

28. Le SBI a examiné ce point de l'ordre du jour à sa 1<sup>re</sup> séance. Il a pris note des rapports de synthèse qui avaient été affichés sur le site Web de la Convention au 12 octobre 2018<sup>14</sup>.

## **V. Calendriers communs pour les contributions déterminées au niveau national visées au paragraphe 10 de l'article 4 de l'Accord de Paris**

(Point 5 de l'ordre du jour)

29. Le SBI a examiné ce point de l'ordre du jour relatif au programme de travail établi en vertu de l'Accord de Paris à sa 1<sup>re</sup> séance et lors de la deuxième partie de sa 3<sup>e</sup> séance. À sa 1<sup>re</sup> séance, le SBI est convenu d'engager des consultations informelles sur la question, animées par M<sup>me</sup> Marianne Karlsen (Norvège) et M. George Wamukoya (Kenya).

30. Lors de la deuxième partie de sa 3<sup>e</sup> séance, le SBI a examiné et adopté des conclusions sur tous les points de son ordre du jour relatifs au programme de travail établi en vertu de l'Accord de Paris, y compris la question considérée, conclusions qui sont présentées au paragraphe 109 ci-dessous.

<sup>12</sup> La COP a adopté la décision 11/CP.24.

<sup>13</sup> Voir <https://unfccc.int/documents/185067>.

<sup>14</sup> À consulter à l'adresse [https://unfccc.int/documents?f%5B0%5D=document\\_type%3A4014](https://unfccc.int/documents?f%5B0%5D=document_type%3A4014).

## **VI. Établissement de modalités et de procédures pour le fonctionnement et l'utilisation du registre public mentionné au paragraphe 12 de l'article 4 de l'Accord de Paris**

(Point 6 de l'ordre du jour)

31. Le SBI a examiné ce point de l'ordre du jour relatif au programme de travail établi en vertu de l'Accord de Paris à sa 1<sup>re</sup> séance et lors de la deuxième partie de sa 3<sup>e</sup> séance. À sa 1<sup>re</sup> séance, le SBI est convenu d'organiser des consultations informelles sur cette question, animées conjointement par M<sup>me</sup> Emily Massawa (Gambie) et M. Peter Wittoeck (Belgique).

32. Lors de la deuxième partie de sa 3<sup>e</sup> séance, le SBI a examiné et adopté des conclusions sur tous les points de son ordre du jour relatifs au programme de travail établi en vertu de l'Accord de Paris, y compris la question considérée, conclusions qui sont présentées au paragraphe 109 ci-dessous.

## **VII. Établissement de modalités et de procédures pour le fonctionnement et l'utilisation du registre public mentionné au paragraphe 12 de l'article 7 de l'Accord de Paris**

(Point 7 de l'ordre du jour)

33. Le SBI a examiné ce point de l'ordre du jour relatif au programme de travail établi en vertu de l'Accord de Paris à sa 1<sup>re</sup> séance et lors de la deuxième partie de sa 3<sup>e</sup> séance. À sa 1<sup>re</sup> séance, le SBI est convenu d'organiser des consultations informelles sur cette question, animées conjointement par M<sup>me</sup> Massawa et M. Wittoeck.

34. Lors de la deuxième partie de sa 3<sup>e</sup> séance, le SBI a examiné et adopté des conclusions sur tous les points de son ordre du jour relatifs au programme de travail établi en vertu de l'Accord de Paris, y compris la question considérée, conclusions qui sont présentées au paragraphe 109 ci-dessous.

## **VIII. Questions relatives aux mécanismes prévus par le Protocole de Kyoto**

(Point 8 de l'ordre du jour)

### **A. Examen des modalités et procédures d'application du Mécanisme pour un développement propre**

(Point 8 a) de l'ordre du jour)

35. Le SBI a examiné ce point de l'ordre du jour à sa 1<sup>re</sup> séance et a décidé de poursuivre son examen de la question à sa cinquantième session.

### **B. Rapport de l'administrateur du relevé international des transactions mis en place au titre du Protocole de Kyoto**

(Point 8 b) de l'ordre du jour)

36. Le SBI a examiné ce point de l'ordre du jour à sa 1<sup>re</sup> séance et a pris note des renseignements figurant dans le document FCCC/SBI/2018/INF.10.

## IX. Action commune de Koronivia pour l'agriculture

(Point 9 de l'ordre du jour)

### 1. Délibérations

37. Le SBI a examiné ce point de l'ordre du jour à sa 1<sup>re</sup> séance et lors de la première partie de sa 3<sup>e</sup> séance. Il était saisi des communications relatives à la question<sup>15</sup>. À sa 1<sup>re</sup> séance, le SBI est convenu que ce point serait examiné conjointement avec le point 8 de l'ordre du jour de la quarante-neuvième session du SBSTA, ayant le même intitulé, dans le cadre de consultations informelles animées par M. Heikki Granholm (Finlande) et M<sup>me</sup> Milagros Sandoval (Pérou). Lors de la première partie de sa 3<sup>e</sup> séance, le SBI a examiné et adopté les conclusions ci-après.

### 2. Conclusions

38. Le SBI et le SBSTA ont poursuivi ensemble l'examen des questions relatives à l'agriculture<sup>16</sup>.

39. Le SBI et le SBSTA ont accueilli avec satisfaction le premier atelier de session organisé selon la feuille de route de Koronivia<sup>17</sup> sur le thème 2 a) (Modalités de mise en œuvre des résultats des cinq ateliers de session tenus sur les questions relatives à l'agriculture et d'autres thèmes futurs qui pourront être dégagés de ces travaux)<sup>18</sup> et attendent avec intérêt l'examen du rapport de l'atelier qui aura lieu à l'occasion de leur cinquantième session (juin 2019), comme ils l'ont demandé à leur quarante-huitième session<sup>19</sup>. Ils ont aussi accueilli avec satisfaction les informations communiquées par les Parties et les observateurs, qui ont servi de contribution à l'atelier.

40. Le SBI et le SBSTA se sont félicités de la participation à l'atelier de représentants des organes constitués en vertu de la Convention et d'observateurs, y compris d'un représentant du Fonds vert pour le climat. Ils ont pris note avec satisfaction des travaux effectués par ces organes et par les observateurs sur des questions liées à l'agriculture. Le SBI et le SBSTA ont rappelé l'invitation<sup>20</sup> qu'ils avaient adressée aux représentants des organes constitués en vertu de la Convention à contribuer aux travaux visés au paragraphe 39 ci-dessus et les ont invités à participer aux ateliers organisés selon la feuille de route de Koronivia.

41. Le SBI et le SBSTA ont également invité les entités chargées d'assurer le fonctionnement du mécanisme financier<sup>21</sup>, le Fonds pour l'adaptation, le Fonds pour les pays les moins avancés et le Fonds spécial pour les changements climatiques à contribuer aux travaux visés au paragraphe 39 ci-dessus et à assister aux ateliers organisés selon la feuille de route de Koronivia.

42. Le SBI et le SBSTA ont à nouveau invité<sup>22</sup> les Parties et les observateurs à transmettre avant le 6 mai 2019, au moyen du portail des communications<sup>23</sup>, leurs vues sur les thèmes 2 b) (Méthodes et démarches pour l'évaluation de l'adaptation, des retombées positives de l'adaptation et de la résilience) et 2 c) (Amélioration du carbone du sol, de la santé des sols et de la fertilité des sols dans les systèmes applicables aux pâturages et aux terres cultivables ainsi que dans les systèmes intégrés, y compris la gestion des ressources en eau), auxquels des ateliers seront consacrés à l'occasion de leur cinquantième session.

<sup>15</sup> Toutes les communications sont disponibles à l'adresse <http://www4.unfccc.int/sites/submissionportal/Pages/Home.aspx>.

<sup>16</sup> Conformément à la décision 4/CP.23, par. 1.

<sup>17</sup> FCCC/SBI/2018/9, annexe I, et FCCC/SBSTA/2018/4, annexe I.

<sup>18</sup> FCCC/SBI/2018/9, par. 39, et FCCC/SBSTA/2018/4, par. 61.

<sup>19</sup> FCCC/SBI/2018/9, par. 41, et FCCC/SBSTA/2018/4, par. 63.

<sup>20</sup> FCCC/SBI/2018/9, par. 42, et FCCC/SBSTA/2018/4, par. 64.

<sup>21</sup> Le Fonds pour l'environnement mondial et le Fonds vert pour le climat.

<sup>22</sup> FCCC/SBI/2018/9, par. 43, et FCCC/SBSTA/2018/4, par. 65.

<sup>23</sup> [http://www.unfccc.int/submissions\\_and\\_statements](http://www.unfccc.int/submissions_and_statements).

43. Le SBI et le SBSTA ont accueilli avec satisfaction la proposition faite par la Nouvelle-Zélande d'accueillir un atelier relatif à la feuille de route de Koronivia. Ils sont convenus de poursuivre l'examen de cette question à leur cinquantième session.

44. Le SBI et le SBSTA ont décidé de poursuivre l'examen de ce point de l'ordre du jour à leur cinquantième session.

## **X. Rapport du Comité exécutif du Mécanisme international de Varsovie relatif aux pertes et aux préjudices liés aux incidences des changements climatiques**

(Point 10 de l'ordre du jour)

45. Le SBI a examiné ce point de l'ordre du jour à sa 1<sup>re</sup> séance et lors de la première partie de sa 3<sup>e</sup> séance. Il était saisi du document FCCC/SB/2018/1. À sa 1<sup>re</sup> séance, le SBI est convenu que ce point serait examiné en même temps que le point 4 de l'ordre du jour de la quarante-neuvième session du SBSTA, ayant le même intitulé, dans le cadre de consultations informelles animées par M<sup>me</sup> Lisa Gittos (Australie) et M. Lucas di Pietro (Argentine). Lors de la première partie de sa 3<sup>e</sup> séance, le SBI a recommandé à la COP, pour examen et adoption à sa vingt-quatrième session, un projet de décision sur cette question<sup>24</sup>.

## **XI. Rapport du Comité de l'adaptation : rapport 2018 et questions mentionnées aux paragraphes 41, 42 et 45 de la décision 1/CP.21**

(Point 11 de l'ordre du jour)

46. Le SBI a examiné ce point de l'ordre du jour à sa 1<sup>re</sup> séance et lors de la première partie de sa 3<sup>e</sup> séance. Il était saisi du document FCCC/SB/2018/3. À sa 1<sup>re</sup> séance, le SBI est convenu que le **rapport 2018 du Comité de l'adaptation** serait examiné conjointement au titre de ce point et du point 3 de l'ordre du jour de la quarante-neuvième session du SBSTA, ayant le même intitulé, dans le cadre de consultations informelles animées par M<sup>me</sup> Gabriela Fischerova (Slovaquie) et M<sup>me</sup> Pepetua Latasi (Tuvalu). Lors de la première partie de sa 3<sup>e</sup> séance, le SBI a recommandé à la COP, pour examen et adoption à sa vingt-quatrième session, un projet de décision sur cette question<sup>25</sup>.

47. À sa 1<sup>re</sup> séance, le SBI est également convenu que **les questions relatives au programme de travail établi en vertu de l'Accord de Paris mentionnées aux paragraphes 41, 42 et 45 de la décision 1/CP.21** seraient examinées conjointement au titre de ce point et du point 3 de l'ordre du jour de la quarante-neuvième session du SBSTA, ayant le même intitulé, dans le cadre de consultations informelles animées par M<sup>me</sup> Fischerova et M<sup>me</sup> Latasi. Le SBI est en outre convenu que ces consultations seraient menées en parallèle avec les consultations au titre du point 12 de l'ordre du jour sur les questions relatives au programme de travail mentionnées aux paragraphes 41 et 45 de la décision 1/CP.21, animées par M<sup>me</sup> Latasi et M. Malcolm Ridout (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) (voir le paragraphe 51 ci-dessous).

48. Lors de la deuxième partie de sa 3<sup>e</sup> séance, le SBI a examiné et adopté des conclusions sur tous les points de son ordre du jour relatifs au programme de travail établi en vertu de l'Accord de Paris, y compris la question considérée, conclusions qui sont présentées au paragraphe 109 ci-dessous.

<sup>24</sup> Devenu la décision 10/CP.24.

<sup>25</sup> Devenu la décision 9/CP.24.

## **XII. Questions concernant les pays les moins avancés et questions mentionnées aux paragraphes 41 et 45 de la décision 1/CP.21**

(Point 12 de l'ordre du jour)

### **1. Délibérations**

49. Le SBI a examiné ce point de l'ordre du jour à sa 1<sup>re</sup> séance et lors de la première partie de sa 3<sup>e</sup> séance. Il était saisi du document FCCC/SBI/2018/18. À la 1<sup>re</sup> séance, le Président a invité M. Aderito Santana (Sao Tomé-et-Principe), Président du Groupe d'experts des pays les moins avancés (Groupe d'experts des PMA), à présenter oralement un bref rapport sur les activités du Groupe<sup>26</sup>. À sa 1<sup>re</sup> séance, le SBI a décidé d'examiner ce point dans le cadre de consultations informelles animées par M<sup>me</sup> Latasi et M. Ridout.

50. Lors de la première partie de sa 3<sup>e</sup> séance, il a examiné et adopté les conclusions présentées ci-dessous aux paragraphes 53 à 65.

51. À sa 1<sup>re</sup> séance, le SBI est également convenu que des consultations informelles au titre de ce point de l'ordre du jour sur les questions relatives au programme de travail établi en vertu de l'Accord de Paris mentionnées aux paragraphes 41 et 45 de la décision 1/CP.21 seraient menées conjointement avec les consultations au titre du point 11 sur les questions relatives au programme de travail mentionnées aux paragraphes 41, 42 et 45 de la décision 1/CP.21 (voir le paragraphe 47 ci-dessus).

52. Lors de la deuxième partie de sa 3<sup>e</sup> séance, le SBI a examiné et adopté des conclusions sur tous les points de son ordre du jour relatifs au programme de travail établi en vertu de l'Accord de Paris, y compris la question considérée, conclusions qui sont présentées au paragraphe 109 ci-dessous.

### **2. Conclusions sur les questions relatives aux pays les moins avancés**

53. Le SBI a pris note avec satisfaction du rapport sur la trente-quatrième réunion du Groupe d'experts des PMA<sup>27</sup> et a remercié le Gouvernement sierra-léonais d'avoir accueilli la réunion à Freetown du 21 au 24 août 2018.

54. Le SBI a remercié le Groupe d'experts et le secrétariat d'avoir apporté leur concours aux PMA et d'avoir continué à coordonner les activités d'appui avec les organisations compétentes.

55. Le SBI s'est félicité des travaux du Groupe d'experts sur les enseignements tirés des chocs climatiques et sur les liens entre les plans nationaux d'adaptation (PNA) et les objectifs de développement durable définis dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

56. Le SBI a noté que 6 des 22 propositions de pays en développement visant à accéder aux ressources financières du Programme d'appui à la planification et aux activités préparatoires du Fonds vert pour le climat, ayant pour objet de soutenir l'élaboration des PNA, qui avaient été approuvées par le secrétariat du Fonds au 4 décembre 2018 provenaient de PMA<sup>28</sup>.

57. Le SBI a également noté que les six propositions mentionnées au paragraphe 56 ci-dessus représentaient un montant total de 15 millions de dollars des États-Unis, sur un total de 59,2 millions de dollars pour les 22 propositions.

58. Le SBI a en outre pris note des progrès accomplis dans le processus d'élaboration et d'exécution des plans nationaux d'adaptation et des travaux du Groupe d'experts sur les moyens de prendre en considération les difficultés rencontrées par les PMA dans ce processus, ainsi que de la nécessité d'améliorer encore l'accès aux ressources du Fonds vert pour le climat.

<sup>26</sup> Disponible à l'adresse <https://unfccc.int/documents/19263>.

<sup>27</sup> FCCC/SBI/2018/18.

<sup>28</sup> Selon le document FCCC/CP/2018/5 et les informations les plus récentes communiquées au cours de la session par le secrétariat du Fonds vert pour le climat.

59. Le SBI a reconnu l'importance de l'Expo PNA en tant que manifestation mondiale consacrée à la communication sur l'élaboration et l'exécution des PNA et s'est félicité de cette occasion d'établir des contacts entre le Fonds vert pour le climat et les participants à l'Expo PNA.

60. Le SBI a pris note des préparatifs de l'Expo PNA prévue en avril 2019 à Incheon (République de Corée) et a invité les Parties et les organisations compétentes à aider le Groupe d'experts à organiser cette manifestation et à y participer.

61. Le SBI a noté qu'au 30 septembre 2018 le financement total approuvé en faveur du Fonds pour les pays les moins avancés (Fonds pour les PMA) au cours de l'exercice 2018 du Fonds pour l'environnement mondial s'établissait à 78,4 millions de dollars<sup>29</sup> et que le montant cumulé des ressources approuvées depuis la création du Fonds pour les PMA était de 1,25 milliard de dollars<sup>30</sup>.

62. Le SBI a pris note avec satisfaction des annonces de contributions financières de 1 million d'euros du Gouvernement irlandais et de 50 millions de couronnes suédoises du Gouvernement suédois au Fonds pour les PMA et a demandé instamment que des contributions supplémentaires soient versées à celui-ci.

63. Le SBI attend avec intérêt de recevoir du Groupe d'experts des PMA des informations complémentaires sur les objectifs des PNA ouverts et le processus permettant aux pays d'y participer, ainsi que sur la manière d'en tirer le meilleur parti.

64. Le SBI a demandé au Groupe d'experts des PMA de continuer d'établir des priorités pour les activités relevant de son programme de travail en fonction des ressources disponibles.

65. Le SBI a invité les Parties et les organisations compétentes à continuer d'apporter un appui financier à l'exécution du programme de travail du Groupe d'experts des PMA.

### **XIII. Plans nationaux d'adaptation**

(Point 13 de l'ordre du jour)

#### **1. Délibérations**

66. Le SBI a examiné ce point de l'ordre du jour à sa 1<sup>re</sup> séance et lors de la première partie de sa 3<sup>e</sup> séance. Il était saisi des documents FCCC/SBI/2018/18, FCCC/SB/2018/3 et FCCC/SBI/2018/INF.13. À sa 1<sup>re</sup> séance, le SBI a décidé d'examiner ce point dans le cadre de consultations informelles animées par M<sup>me</sup> Latasi et M. Ridout. Lors de la première partie de sa 3<sup>e</sup> séance, il a examiné et adopté les conclusions ci-après.

#### **2. Conclusions**

67. Le SBI a accueilli avec satisfaction le document<sup>31</sup> sur les progrès accomplis dans l'élaboration et l'exécution de plans nationaux d'adaptation et a pris note des autres documents pertinents<sup>32</sup> établis pour la session.

68. Le SBI s'est félicité du bon déroulement des Expos PNA régionales qui avaient eu lieu le 14 juin 2018 à Lilongwe (Malawi)<sup>33</sup>, les 22 et 23 octobre 2018 à Panama (Panama)<sup>34</sup> et le 6 novembre 2018 à Libreville (Gabon)<sup>35</sup>, et de la participation active à ces manifestations de représentants de pays en développement et d'autres parties prenantes intéressées.

<sup>29</sup> Voir le document FCCC/CP/2018/6.

<sup>30</sup> Voir le document GEF/LDCF.SCCF.25/Inf.02 du Fonds pour l'environnement mondial.

<sup>31</sup> FCCC/SBI/2018/INF.13.

<sup>32</sup> FCCC/SBI/2018/18 et FCCC/SB/2018/3.

<sup>33</sup> Voir <http://napexpo.org/malawi>.

<sup>34</sup> Voir <http://napexpo.org/america-latina>.

<sup>35</sup> Voir <https://unfccc.int/node/184777>.

69. Le SBI a remercié les Gouvernements gabonais, malawien et panaméen d'avoir accueilli les Expos PNA régionales mentionnées ci-dessus au paragraphe 68.

70. Le SBI a recommandé que la COP examine et adopte à sa vingt-quatrième session un projet de décision sur les PNA<sup>36</sup>.

## **XIV. Mise au point et transfert de technologies**

(Point 14 de l'ordre du jour)

### **A. Portée et modalités de l'évaluation périodique mentionnée au paragraphe 69 de la décision 1/CP.21**

(Point 14 a) de l'ordre du jour)

71. Le SBI a examiné ce point de l'ordre du jour relatif au programme de travail établi en vertu de l'Accord de Paris à sa 1<sup>re</sup> séance et lors de la deuxième partie de sa 3<sup>e</sup> séance. À sa 1<sup>re</sup> séance, le SBI a est convenu d'engager des consultations informelles sur cette question animées par M. Ian Lloyd (États-Unis d'Amérique) et M<sup>me</sup> Claudia Octaviano (Mexique).

72. Lors de la deuxième partie de sa 3<sup>e</sup> séance, le SBI a examiné et adopté des conclusions sur tous les points de son ordre du jour relatifs au programme de travail établi en vertu de l'Accord de Paris, y compris la question considérée, conclusions qui sont présentées au paragraphe 109 ci-dessous.

### **B. Rapport annuel commun du Comité exécutif de la technologie et du Centre-Réseau des technologies climatiques**

(Point 14 b) de l'ordre du jour)

73. Le SBI a examiné ce point de l'ordre du jour à sa 1<sup>re</sup> séance et lors de la première partie de sa 3<sup>e</sup> séance. Il était saisi du document FCCC/SB/2018/2. À la 1<sup>re</sup> séance, le Président a invité M<sup>me</sup> Octaviano, Présidente du Comité exécutif de la technologie, à rendre brièvement compte des travaux effectués par le Comité en 2018 et de ses réalisations<sup>37</sup>. Le Président a ensuite invité M<sup>me</sup> Maya Tskhvaradze (Géorgie), Présidente du Conseil consultatif du Centre-Réseau des technologies climatiques (CRTC), à présenter les travaux du CRTC<sup>38</sup>. À la même séance, le SBI est convenu que ce point subsidiaire de l'ordre du jour serait examiné en même temps que le point 5 b) de l'ordre du jour de la quarante-neuvième session du SBSTA, ayant le même intitulé, dans le cadre de consultations informelles animées par M<sup>me</sup> Stella Gama (Malawi) et M<sup>me</sup> Ulrika Raab (Suède). Lors de la première partie de sa 3<sup>e</sup> séance, le SBI a recommandé à la COP d'examiner et d'adopter à sa vingt-quatrième session un projet de décision sur l'amélioration de la mise au point et du transfert des technologies climatiques au moyen du Mécanisme technologique<sup>39</sup>.

### **C. Programme stratégique de Poznan sur le transfert de technologies**

(Point 14 c) de l'ordre du jour)

74. Le SBI a examiné ce point de l'ordre du jour à sa 1<sup>re</sup> séance et a décidé de poursuivre son examen de la question à sa cinquantième session<sup>40</sup>.

<sup>36</sup> Devenu la décision 8/CP.24.

<sup>37</sup> Voir <https://unfccc.int/documents/185102>.

<sup>38</sup> Voir <https://unfccc.int/documents/192593>.

<sup>39</sup> Devenu la décision 13/CP.24.

<sup>40</sup> Le SBI devait examiner le rapport mis à jour sur l'évaluation du programme stratégique de Poznan sur le transfert de technologies établi par le Comité exécutif de la technologie. Étant donné le nombre accru de rapports d'évaluation à mi-parcours soumis dans le cadre du rapport du Fonds pour l'environnement mondial à la COP, le Comité exécutif de la technologie a décidé de poursuivre ses



## **XV. Questions relatives au financement de l'action climatique : recensement des informations que doivent communiquer les Parties conformément au paragraphe 5 de l'article 9 de l'Accord de Paris**

(Point 15 de l'ordre du jour)

75. Le SBI a examiné ce point de l'ordre du jour relatif au programme de travail établi en vertu de l'Accord de Paris à sa 1<sup>re</sup> séance et lors de la deuxième partie de sa 3<sup>e</sup> séance. À sa 1<sup>re</sup> séance, le SBI est convenu d'organiser des consultations informelles sur cette question, animées par M<sup>me</sup> Outi Honkatukia (Finlande) et M. Seyni Nafo (Mali).

76. Lors de la deuxième partie de sa 3<sup>e</sup> séance, le SBI a examiné et adopté des conclusions sur tous les points de son ordre du jour relatifs au programme de travail établi en vertu de l'Accord de Paris, y compris la question considérée, conclusions qui sont présentées au paragraphe 109 ci-dessous.

## **XVI. Questions relatives au renforcement des capacités dans les pays en développement**

(Point 16 de l'ordre du jour)

### **A. Renforcement des capacités au titre de la Convention**

(Point 16 a) de l'ordre du jour)

77. Le SBI a examiné ce point de l'ordre du jour à sa 1<sup>re</sup> séance et a pris note des renseignements figurant dans le document FCCC/SBI/2018/13.

### **B. Rapport technique annuel d'activité sur les travaux du Comité de Paris sur le renforcement des capacités**

(Point 16 b) de l'ordre du jour)

#### **1. Délibérations**

78. Le SBI a examiné ce point de l'ordre du jour à sa 1<sup>re</sup> séance et lors de la première partie de sa 3<sup>e</sup> séance. Il était saisi du document FCCC/SBI/2018/15. À la 1<sup>re</sup> séance, le Président a invité M<sup>me</sup> Marzena Chodor (Pologne), Présidente du Comité de Paris sur le renforcement des capacités, à présenter un bref rapport oral sur les travaux du Comité de Paris<sup>41</sup>. À la même séance, le Président a rappelé que la COP, à sa 1<sup>re</sup> séance, avait renvoyé au SBI la question de l'examen portant sur les progrès accomplis par le Comité, la nécessité d'une prolongation de son mandat, son efficacité et son renforcement, afin que le SBI lui recommande, pour examen et adoption à sa vingt-cinquième session, un projet de décision sur l'amélioration des dispositifs institutionnels relatifs au renforcement des capacités, conformément au paragraphe 81 de la décision 1/CP.21. Le SBI est convenu de traiter la question conjointement avec ce point subsidiaire de l'ordre du jour.

79. À la même séance, le SBI est convenu d'examiner ces questions dans le cadre de consultations informelles animées par M<sup>me</sup> Jeniffer Hanna Collado (République dominicaine) et M. Makoto Kato (Japon). Lors de la première partie de sa 3<sup>e</sup> séance, le SBI a examiné et adopté les conclusions ci-après.

#### **2. Conclusions**

80. Rappelant la demande faite par la COP à l'ouverture de la session, le SBI a engagé ses travaux visant à examiner les progrès accomplis par le Comité de Paris, l'opportunité d'une prolongation de son mandat, son efficacité et son renforcement, en vue de

travaux en vue d'achever son rapport d'évaluation mis à jour à sa dix-huitième réunion, pour que le SBI l'examine à sa cinquantième session.

<sup>41</sup> Voir <https://unfccc.int/documents/192591>.

recommander un projet de décision sur l'amélioration des dispositifs institutionnels de renforcement des capacités, pour examen et adoption par la COP à sa vingt-cinquième session (décembre 2019), compte tenu du paragraphe 5 de l'article 11 de l'Accord de Paris, conformément au paragraphe 81 de la décision 1/CP.21.

81. Le SBI a invité les Parties et les observateurs à communiquer leurs observations sur les questions visées au paragraphe 80 ci-dessus, avant le 31 mars 2019, par l'intermédiaire du portail prévu à cet effet, pour examen à sa cinquantième session.

82. Le SBI est convenu que tous les rapports techniques annuels disponibles du Comité de Paris serviraient de contribution pour l'examen portant sur les progrès accomplis par le Comité, la nécessité d'une prolongation de son mandat, son efficacité et son renforcement.

83. Le SBI a chargé le secrétariat d'établir une compilation-synthèse des observations dont il est question au paragraphe 81 ci-dessus, pour qu'il l'examine à sa cinquantième session.

84. Le SBI est convenu de poursuivre ses travaux sur les questions visées au paragraphe 80 ci-dessus à ses cinquantième et cinquante et unième sessions (décembre 2019) en s'appuyant sur les documents dont il est question aux paragraphes 81 à 83 ci-dessus, selon que de besoin.

85. Le SBI a pris note du montant estimatif des incidences budgétaires des activités que le secrétariat devrait exécuter conformément au paragraphe 83 ci-dessus, et a demandé que les activités du secrétariat prévues dans les présentes conclusions soient mises en œuvre sous réserve de la disponibilité de ressources financières.

86. Ayant examiné le rapport technique d'activité du Comité de Paris pour 2018, le SBI a recommandé un projet de décision sur la question, pour examen et adoption par la COP à sa vingt-quatrième session<sup>42</sup>.

## **C. Renforcement des capacités au titre du Protocole de Kyoto**

(Point 16 c) de l'ordre du jour)

87. Le SBI a examiné ce point de l'ordre du jour à sa 1<sup>re</sup> séance et a pris note des renseignements figurant dans le document FCCC/SBI/2018/13.

## **XVII. Impact des mesures de riposte mises en œuvre**

(Point 17 de l'ordre du jour)

### **A. Forum amélioré et programme de travail**

(Point 17 a) de l'ordre du jour)

#### **1. Délibérations**

88. Le SBI a examiné ce point de l'ordre du jour à sa 1<sup>re</sup> séance et lors de la première partie de sa 3<sup>e</sup> séance. Il était saisi des documents FCCC/SB/2018/INF.3 et FCCC/SB/2018/INF.4 et des communications relatives à la question. À la même séance, le SBI est convenu que ce point subsidiaire de l'ordre du jour serait examiné conjointement avec le point 9 a) de l'ordre du jour de la quarante-neuvième session du SBSTA ayant le même intitulé. Le SBI est également convenu que son président et le Président du SBSTA, M. Paul Watkinson (France), organiseraient la sixième réunion du forum amélioré sur l'impact des mesures de riposte mises en œuvre dans le cadre d'un groupe de contact coprésidé par M. Keith Anderson (Suisse) et M. Andrei Marcu (Belize). Lors de la première partie de sa 3<sup>e</sup> séance, le SBI a examiné et adopté les conclusions ci-après.

<sup>42</sup> Devenu la décision 15/CP.24.

## 2. Conclusions

89. Le SBSTA et le SBI ont tenu la sixième réunion du forum amélioré sur l'impact des mesures de riposte mises en œuvre.

90. Le SBSTA et le SBI ont accueilli avec intérêt le rapport<sup>43</sup> établi par le secrétariat sur l'atelier organisé les 30 avril et 1<sup>er</sup> mai 2018 à Bonn, qui était consacré à l'utilisation d'outils de modélisation économique en rapport avec les domaines couverts par le programme de travail du forum amélioré sur l'impact des mesures de riposte mises en œuvre.

91. Le SBSTA et le SBI ont pris note des divers points de vue exprimés par les Parties et une organisation ayant le statut d'observateur dans leurs communications sur les travaux du forum amélioré, notamment ses modalités de fonctionnement, compte tenu de la portée convenue de l'examen des travaux du forum amélioré<sup>44</sup>.

92. Le SBSTA et le SBI ont étudié le rapport de synthèse<sup>45</sup> sur les travaux du forum amélioré établi par le secrétariat sur la base des communications mentionnées au paragraphe 91 ci-dessus et ont pris note des débats menés lors de l'examen d'une durée d'une journée consacré au cours de la session aux travaux du forum amélioré.

93. Le SBSTA et le SBI ont pris note de l'éventail des vues exprimées lors de l'examen des travaux du forum amélioré et ont recommandé qu'elles soient prises en compte au moment de définir les fonctions, le programme de travail et les modalités de fonctionnement du forum qui devrait concourir à l'application de l'Accord de Paris :

a) Continuer de recourir aux modalités consistant à inviter les Parties et les entités non parties à faire part de leurs observations, à établir des rapports de synthèse et des documents techniques et à organiser des ateliers, régionaux notamment ;

b) Collaborer avec des experts extérieurs, des organisations internationales et le secteur privé et établir un dialogue avec les groupes vulnérables et les peuples autochtones ;

c) Entreprendre des travaux techniques portant sur différents secteurs, dont les transports, l'énergie, l'agriculture et le tourisme ;

d) Évaluer et analyser l'impact des mesures de riposte mises en œuvre ;

e) Prendre en considération les incidences des mesures de riposte mises en œuvre sur le développement économique en ce qui concerne le commerce international, l'emploi, une transition juste pour la population active et la création d'emplois décents et de qualité, ainsi que la diversification et la transformation économiques ;

f) Établir une structure de gouvernance permanente par l'intermédiaire d'un groupe d'experts techniques ;

g) Définir un programme de travail ciblé et efficace comprenant les deux domaines identifiés au paragraphe 5 de la décision 11/CP. 21, à savoir la diversification et la transformation économiques ainsi qu'une transition juste pour la population active et la création d'emplois décents et de qualité ;

h) Veiller à ce que le forum accueille et inclue toutes les Parties, encourage la participation de tous et soit donc organisé à l'occasion des sessions des organes subsidiaires.

94. Le SBSTA et le SBI ont achevé l'examen des travaux du forum amélioré. Ils ont recommandé un projet de conclusions sur la question pour examen et adoption par la COP à sa vingt-quatrième session<sup>46</sup>.

<sup>43</sup> FCCC/SB/2018/INF.3.

<sup>44</sup> Voir les documents FCCC/SBI/2018/9, par. 110 et annexe II, et FCCC/SBSTA/2018/4, par. 73 et annexe II.

<sup>45</sup> FCCC/SB/2018/INF.4.

<sup>46</sup> FCCC/CP/2018/10, par. 58 à 60.

**B. Modalités de fonctionnement, programme de travail et fonctions du forum sur l'impact des mesures de riposte mises en œuvre, visés par l'Accord de Paris**

(Point 17 b) de l'ordre du jour)

95. Le SBI a examiné ce point de l'ordre du jour relatif au programme de travail établi en vertu de l'Accord de Paris à sa 1<sup>re</sup> séance et lors de la deuxième partie de sa 3<sup>e</sup> séance. À sa 1<sup>re</sup> séance, il a décidé que la question serait traitée en même temps que le point 9 b) de l'ordre du jour de la quarante-neuvième session du SBSTA, ayant le même intitulé, et qu'un groupe de contact serait établi sous la présidence de M. Anderson et de M. Marcu.

96. Lors de la deuxième partie de sa 3<sup>e</sup> séance, le SBI a examiné et adopté des conclusions sur tous les points de son ordre du jour relatifs au programme de travail établi en vertu de l'Accord de Paris, y compris la question considérée, conclusions qui sont présentées au paragraphe 109 ci-dessous.

**C. Questions relatives au paragraphe 14 de l'article 3 du Protocole de Kyoto**

(Point 17 c) de l'ordre du jour)

**D. Progrès accomplis dans l'application de la décision 1/CP.10**

(Point 17 d) de l'ordre du jour)

97. Le SBI a examiné ces points subsidiaires de l'ordre du jour à sa 1<sup>re</sup> séance et lors de la première partie de sa 3<sup>e</sup> séance. À sa 1<sup>re</sup> séance, le SBI a accepté la proposition du Président tendant à ce que les débats de fond au titre de ces points aient lieu dans le cadre du forum amélioré sur l'impact des mesures de riposte mises en œuvre, parallèlement aux débats au titre du point 17 a). Lors de la première partie de la 3<sup>e</sup> séance, le Président a fait savoir au SBI qu'aucune conclusion particulière n'avait été formulée au sujet de ces questions. Sur proposition du Président, il est convenu de poursuivre l'examen de la question à sa cinquantième session<sup>47</sup>.

## **XVIII. Questions de genre et changements climatiques**

(Point 18 de l'ordre du jour)

**1. Délibérations**

98. Le SBI a examiné ce point de l'ordre du jour à sa 1<sup>re</sup> séance et lors de la première partie de sa 3<sup>e</sup> séance. Il était saisi du document FCCC/SBI/2018/INF.15. À la 1<sup>re</sup> séance, le Président a rappelé que la Conférence des Parties, à sa 1<sup>re</sup> séance, avait renvoyé au SBI l'examen du rapport annuel sur la composition par sexe<sup>48</sup>. À la même séance, le SBI est convenu d'examiner ces deux questions dans le cadre de consultations informelles animées par M. Colin O'Hehir (Irlande) et M<sup>me</sup> Penda Kante Thiam (Sénégal). Lors de la première partie de sa 3<sup>e</sup> séance, le SBI a examiné et adopté les conclusions ci-après.

**2. Conclusions**

99. Le SBI a accueilli avec satisfaction le rapport de l'atelier de session organisé à Bonn les 2 et 9 mai 2018 qui était consacré aux effets différenciés des changements climatiques, à la prise en compte des vues des femmes dans les politiques et actions relatives au climat, ainsi qu'aux politiques et plans en faveur d'une représentation plus équilibrée des femmes et des hommes dans les délégations nationales et aux progrès accomplis dans ce domaine<sup>49</sup>.

<sup>47</sup> Par la suite, dans les décisions 7/CP.24, 3/CMP.14 et 7/CMA.1 respectivement, la COP, la CMP et la CMA ont reconnu qu'il n'existait qu'un seul forum qui couvrirait les travaux de tous les organes directeurs sur toutes les questions relatives à l'impact des mesures de riposte mises en œuvre.

<sup>48</sup> FCCC/CP/2018/3.

<sup>49</sup> FCCC/SBI/2018/INF.15.

100. Le SBI a pris note du rapport informel sur le dialogue avec les présidents des organes constitués, qui avait eu lieu le 5 mai 2018<sup>50</sup>. Les représentants des organes constitués ont mis le dialogue à profit pour examiner le document technique portant sur les points d'entrée pour la prise en compte de la problématique hommes-femmes dans les secteurs d'activité relevant du processus de la Convention et ont recensé les mesures concrètes que chaque organe pourrait prendre, y compris un renforcement de la coopération et de la collaboration entre les organes constitués en ce qui concerne l'intégration de cette problématique<sup>51</sup>.

101. Le SBI s'est félicité des informations communiquées par les Parties et le secrétariat au cours de l'examen par le SBI des activités entreprises en 2018 par les Parties, les organes constitués, les organisations admises en qualité d'observateurs et le secrétariat à l'appui du Programme de travail de Lima relatif au genre<sup>52</sup> et de son plan d'action pour l'égalité des sexes<sup>53</sup> et a jugé souhaitable que ces activités soient poursuivies et renforcées en 2019.

102. Le SBI a rappelé que la COP avait invité les Parties à nommer au niveau national un coordonnateur spécialiste des questions de genre pour les négociations, la mise en œuvre et le suivi des mesures relatives au climat, et à lui fournir un appui<sup>54</sup>, et a noté que, jusque-là, 42 Parties seulement avaient désigné un coordonnateur à cet effet.

103. Le SBI s'est félicité du renforcement des capacités en matière d'égalité des sexes assuré en octobre 2018 par le secrétariat en collaboration avec des entités des Nations Unies, d'autres parties prenantes et les organisations compétentes à l'intention du Comité de Paris et du Comité de l'adaptation. Il a engagé les organes constitués à participer aux nouvelles activités de renforcement des capacités prévues pour les organes concernés en 2019 au titre de l'activité C.2 du plan d'action pour l'égalité des sexes.

104. Le SBI a encouragé les Parties et les observateurs à présenter pour le 31 août 2019, par l'intermédiaire du portail des communications, des informations sur la mise en œuvre du plan d'action pour l'égalité des sexes, en déterminant les progrès accomplis, les domaines se prêtant à des améliorations et les travaux supplémentaires à exécuter dans le cadre de plans d'action ultérieurs, afin d'étayer le rapport de synthèse sur le sujet qui sera établi par le secrétariat<sup>55</sup> pour examen à la cinquante et unième session du SBI.

105. Le SBI a engagé le secrétariat à rassembler de nouvelles informations auprès des Parties et des observateurs, selon que de besoin, sur le sujet dont il est question au paragraphe 104 ci-dessus, afin de rendre le rapport de synthèse plus complet.

106. Comme suite à la demande formulée par la COP à sa vingt-quatrième session, le SBI a examiné le rapport annuel sur la composition par sexe établi par le secrétariat<sup>56</sup> et a recommandé, pour examen et adoption à la vingt-quatrième session de la COP, un projet de conclusions sur ce sujet ainsi que sur l'examen du Programme de travail de Lima et de son plan d'action pour l'égalité des sexes<sup>57</sup>.

## **XIX. Rapport sur les activités relatives à l'Action pour l'autonomisation climatique**

(Point 19 de l'ordre du jour)

107. Le SBI a examiné ce point de l'ordre du jour à sa 1<sup>re</sup> séance. Il était saisi du document FCCC/SBI/2018/19. Le SBI s'est félicité de l'organisation à La Spezia (Italie), du 2 au 4 octobre 2018, de l'atelier régional sur l'action pour l'autonomisation climatique en Europe et dans la région méditerranéenne. Il a remercié le Gouvernement italien de son

<sup>50</sup> Disponible à l'adresse [https://unfccc.int/sites/default/files/resource/sb48\\_gender\\_dialogue.pdf](https://unfccc.int/sites/default/files/resource/sb48_gender_dialogue.pdf).

<sup>51</sup> FCCC/TP/2018/1.

<sup>52</sup> Décision 21/CP.22.

<sup>53</sup> Décision 3/CP.23.

<sup>54</sup> Décision 21/CP.22, par. 22.

<sup>55</sup> Décision 3/CP.23, par. 5.

<sup>56</sup> FCCC/CP/2018/3.

<sup>57</sup> FCCC/CP/2018/10, par. 130 à 132.

soutien et de sa coopération, et a invité les Parties en mesure de le faire à appuyer l'organisation d'autres ateliers régionaux conformément à la décision 17/CP.22.

## **XX. Rapport sur les questions relatives au programme de travail établi en vertu de l'Accord de Paris au titre des points 5, 6, 7, 11<sup>58</sup>, 12<sup>59</sup>, 14 a), 15 et 17 b) de l'ordre du jour**

(Points 5, 6, 7, 11, 12, 14 a), 15 et 17 b))

### **1. Délibérations**

108. Lors de la deuxième partie de sa 3<sup>e</sup> séance, le SBI a examiné et adopté les conclusions ci-après sur les questions relatives au programme de travail établi en vertu de l'Accord de Paris inscrites à son ordre du jour – à savoir les points 5, 6, 7, 11<sup>60</sup>, 12<sup>61</sup>, 14 a), 15 et 17 b) de son ordre du jour – qui étaient, *mutatis mutandis*, identiques aux conclusions adoptées par le SBSTA et le Groupe de travail spécial au sujet du programme de travail.

### **2. Conclusions**

109. Comme suite aux demandes de la Conférence des Parties<sup>62</sup>, le SBI est convenu de transmettre les propositions de son président concernant les résultats de ses travaux sur le programme de travail établi en vertu de l'Accord de Paris<sup>63</sup>. Ces propositions sont adressées à la COP pour examen à sa vingt-quatrième session sans préjuger du contenu ni de la forme du texte final du programme de travail et étant entendu que les travaux de la COP doivent se poursuivre en vue d'établir le texte final<sup>64, 65, 66</sup>.

## **XXI. Questions administratives, financières et institutionnelles**

(Point 20 de l'ordre du jour)

### **A. Rapport d'audit et états financiers de 2017**

(Point 20 a) de l'ordre du jour)

### **B. Exécution du budget de l'exercice biennal 2018-2019**

(Point 20 b) de l'ordre du jour)

### **C. Questions budgétaires**

(Point 20 c) de l'ordre du jour)

<sup>58</sup> Pour les questions mentionnées aux paragraphes 41, 42 et 45 de la décision 1/CP.21. En ce qui concerne le rapport 2018, voir la section XI ci-dessus.

<sup>59</sup> Pour les questions mentionnées aux paragraphes 41 et 45 de la décision 1/CP.21. Pour les questions relatives aux PMA, voir la section XII ci-dessus.

<sup>60</sup> Voir la note de bas de page 58 ci-dessus.

<sup>61</sup> Voir la note de bas de page 59 ci-dessus.

<sup>62</sup> Décisions 1/CP.21, par. 8, 10 et 11, 1/CP.22, par. 8, 10, 13 et 14, et 1/CP.23, par. 4.

<sup>63</sup> Figurant dans l'annexe du document FCCC/SBI/2018/L.28.

<sup>64</sup> À l'exception du projet de décision intitulé « Calendriers communs pour les contributions déterminées au niveau national visées au paragraphe 10 de l'article 4 de l'Accord de Paris », que le SBI adresse à la CMA pour examen et adoption à la troisième partie de sa première session.

<sup>65</sup> À sa quarante-huitième session, le SBI a soumis un projet de décision intitulé « Moyens de développer l'éducation, la formation, la sensibilisation, la participation du public et l'accès de la population à l'information, de façon à renforcer l'action engagée au titre de l'Accord de Paris » (voir le document FCCC/SBI/2018/9/Add.1, p. 5 à 7) pour examen et adoption à la troisième partie de la première session de la CMA.

<sup>66</sup> Pour la liste des projets de décision transmis par la COP à la CMA, voir la décision 1/CP.24. Pour la liste des décisions adoptées, voir la décision 3/CMA.1.

## **D. Examen continu des fonctions et des activités du secrétariat**

(Point 20 d) de l'ordre du jour)

### **1. Délibérations**

110. Le SBI a examiné ces points subsidiaires de l'ordre du jour à sa 1<sup>re</sup> séance et lors de la première partie de sa 3<sup>e</sup> séance. Il était saisi des documents FCCC/SBI/2018/16 et Add.1 et 2, FCCC/SBI/2018/INF.11 et Add.1, FCCC/SBI/2018/INF.12, FCCC/SBI/2018/INF.16, FCCC/SBI/2018/INF.17 et FCCC/SBI/2018/INF.18. À la 1<sup>re</sup> séance, le Président a invité le Secrétaire exécutif adjoint à présenter ces points et un représentant du Comité des commissaires aux comptes de l'ONU à exposer les principaux éléments du rapport d'audit. À la même séance, le SBI a décidé de constituer un groupe de contact présidé par M. Amena Yauvoli (Fidji). Lors de la première partie de sa 3<sup>e</sup> séance, il a examiné et adopté les conclusions ci-après.

### **2. Conclusions**

111. Le SBI est convenu de continuer d'examiner des moyens d'améliorer la transparence et l'efficacité du processus budgétaire, notamment les solutions envisageables pour assouplir l'utilisation des ressources du Fonds d'affectation spéciale pour les activités complémentaires, les moyens de répondre au problème des contributions non acquittées au budget de base, le montant de la réserve de trésorerie et le financement en temps utile du Fonds d'affectation spéciale pour la participation au processus découlant de la Convention.

112. Le SBI a pris note des renseignements figurant dans les documents relatifs aux questions administratives, financières et institutionnelles<sup>67</sup>.

113. Le SBI a salué la démarche adoptée par le secrétariat consistant à présenter l'information d'une manière transparente, équilibrée et intégrée concernant le budget-programme 2020-2021, y compris son intention de se mettre en rapport avec les Parties en 2019, avant la cinquantième session du SBI, pour recueillir leurs réactions sur les modalités générales et les montants budgétés.

114. Le SBI a examiné les améliorations à apporter au rapport annuel sur les activités du secrétariat, proposées dans la note du secrétariat intitulée « Update on annual report preparation »<sup>68</sup>, et a demandé à celui-ci d'élaborer le rapport annuel de 2018 conformément aux améliorations suggérées.

115. Le SBI a recommandé deux projets de décision sur les questions administratives, financières et institutionnelles : l'un pour examen et adoption par la COP à sa vingt-quatrième session<sup>69</sup> et l'autre pour examen et adoption par la CMP à sa quatorzième session<sup>70</sup>.

## **XXII. Questions diverses**

(Point 21 de l'ordre du jour)

116. Aucune autre question n'a été soulevée.

<sup>67</sup> FCCC/SBI/2018/16 et Add.1 et 2, FCCC/SBI/2018/INF.11 et Add.1, FCCC/SBI/2018/INF.12, FCCC/SBI/2018/INF.16, FCCC/SBI/2018/INF.17, FCCC/SBI/2018/INF.18 et FCCC/SBI/2018/INF.19.

<sup>68</sup> FCCC/SBI/2018/INF.19.

<sup>69</sup> Décision 18/CP.24.

<sup>70</sup> Décision 5/CMP.14.

## XXIII. Clôture et rapport de la session

(Point 22 de l'ordre du jour)

### 1. Incidences administratives et budgétaires

117. Lors de la première partie de la 3<sup>e</sup> séance du SBI, le Secrétaire exécutif adjoint a donné une évaluation préliminaire des incidences administratives et budgétaires des conclusions adoptées à la session, conformément à l'article 15 du projet de règlement intérieur actuellement appliqué.

118. Une activité découlant des négociations tenues pendant la session nécessitait l'appui du secrétariat et exigeait des ressources en sus de celles qui étaient inscrites au budget de base approuvé pour l'exercice biennal 2018-2019 : au titre du point 10 de l'ordre du jour, « Rapport du Comité exécutif du Mécanisme international de Varsovie sur les pertes et dommages liés aux changements climatiques », un montant de 350 000 euros serait nécessaire en 2019 pour faciliter la poursuite des travaux de l'Équipe spéciale chargée de la question des déplacements de population et l'exécution des travaux complémentaires du Comité exécutif du Mécanisme international de Varsovie dans le cadre de son secteur d'activité D concernant la mobilité des êtres humains<sup>71</sup>.

119. Le Secrétaire exécutif adjoint a précisé que les montants en question étaient des estimations préliminaires fondées sur les informations disponibles à cette date et que les coûts pour 2020 et au-delà seraient examinés dans le cadre de l'élaboration du budget pour 2020-2021. Il a dit espérer que le secrétariat puisse compter sur la générosité dont les Parties avaient fait preuve jusqu'alors en prévoyant un financement en temps voulu et de manière prévisible pour les activités. Il a aussi indiqué que, sans ces contributions, le secrétariat ne serait pas en mesure de fournir l'appui demandé.

### 2. Clôture et rapport de la session

120. Lors de la première partie de sa 3<sup>e</sup> séance, le SBI a examiné le projet de rapport sur les travaux de la session et a autorisé la Rapporteuse à le compléter avec le concours du secrétariat et à le communiquer à toutes les Parties.

121. À la même séance, le Président a invité les ONG à faire des déclarations. Des déclarations ont été faites au nom d'ONG représentant les milieux commerciaux et industriels, d'ONG de défense de l'environnement, d'organisations représentant les peuples autochtones, d'ONG indépendantes et spécialisées dans la recherche, d'ONG syndicales, d'ONG représentant les femmes et militant pour l'égalité des sexes, et d'ONG représentant la jeunesse.

122. À la 4<sup>e</sup> séance du SBI, qui s'est tenue conjointement avec la 4<sup>e</sup> séance du SBSTA et la 23<sup>e</sup> séance du Groupe de travail spécial de l'Accord de Paris, le Président du SBI, le Président du SBSTA et les Coprésidentes du Groupe de travail spécial ont fait part au Gouvernement polonais et à la ville de Katowice de leur gratitude pour l'hospitalité réservée aux participants et les ont remerciés d'avoir prévu des installations et des dispositions propres à favoriser l'avancement des négociations. À la même séance, des déclarations ont été faites par des représentants de 14 Parties, dont 12 au nom des groupes de Parties suivants : Groupe des États d'Afrique ; Alliance des petits États insulaires ; Groupe des États arabes ; Argentine, Brésil et Uruguay ; Groupe pour l'intégrité de l'environnement ; Union européenne et ses États membres ; Groupe des 77 et Chine ; Association indépendante pour l'Amérique latine et les Caraïbes ; pays les moins avancés ; pays en développement animés du même esprit ; Coalition des pays à forêts tropicales humides ; et Groupe composite.

123. À la fin de la séance plénière commune, le Président a prononcé la clôture de la session.

<sup>71</sup> Dans le cadre de la décision 10/CP.24. Les mêmes coûts ont été signalés au titre du point 4 de l'ordre du jour de la quarante-neuvième session du SBSTA et du point 7 de la vingt-quatrième session de la COP.